



Action n°5

Acquisition, usages, sécurisation et exploitation des données

Dernière approbation	14/09/2023	Correspondance PO 14-20	Néant
----------------------	------------	-------------------------	-------

QUOI ? Contexte et objectifs

Les données sont omniprésentes dans la vie de chacun comme dans les différents domaines de la vie du territoire, qu'il s'agisse des données ouvertes (open data), des données personnelles générées par chacun d'entre nous dans nos actes les plus ordinaires ou produites par les opérateurs de services, des données dont l'exploitation marchande nourrit la « gratuité » des grandes plateformes numériques.

Elles sont désormais au cœur de l'économie, utiles dans le secteur de l'agriculture ou de l'industrie par exemple mais également dans les domaines de la santé ou pour la préservation de l'environnement ; leur maîtrise collective est donc un enjeu stratégique. En quelques années, les données sont devenues des objets politiques, économiques et sociaux.

Les acteurs publics doivent pouvoir assurer la maîtrise de ces données, leurs exploitations en toute transparence, au service d'une meilleure connaissance de leur territoire. Il s'agira également de les partager dans un cadre de confiance afin de créer de valeurs sur les territoires, en proximité.

Le soutien du FEDER concernera le développement :

De nouveaux services au bénéfice des entreprises :

- Développement économique autour des données et du renforcement de la chaîne de valeur de la donnée.

De nouveaux services au profit des pouvoirs publics et des citoyens :

- Mise en cohérence des systèmes d'information et amélioration significative des services rendus aux habitants : analyse des flux de données, reprise des processus de gestion, de transmission et d'archivage des données, ...
- Observation et étude des mutations et impacts du numérique pour y apporter des régulations, des accompagnements (approche globale),
- Renforcement des outils partagés de connaissance et d'animation des territoires,
- Constitution de jeux de données d'intérêt régional en open data et renforcement des outils partagés de connaissance et d'animation des territoires.

QUOI ? Description des interventions soutenues dans le Programme

1 Création d'infrastructures au service de la souveraineté locale en matière de données

- Financement d'un data center au BRGM à Orléans au service de la communauté régionale d'enseignement supérieur et de recherche et des autres acteurs publics et privés.

2 Création de nouveaux services à partir des données locales au profit des habitants et entreprises du territoire

- Information,
- Mobilisation,
- Dispositifs d'alerte,
- Démarches participatives,

- Expérimentations, dont outils d'Intelligence Artificielle,
- Plate-forme et réservoirs de données et approches « big-data ».

3 Mutualisation et animation de la communauté régionale de la donnée à travers notamment une plateforme géomatique régionale dédiée à la connaissance des territoires pour améliorer l'aide à la décision publique

- Acquisition de référentiels,
- Développement d'applications/logiciels,
- Constitution de jeux de données d'intérêt régional en open data,
- Développement des projets Open data et la donnée en général, au service des citoyens et de la recherche.

4 Accompagnement des territoires dans la mise en œuvre de leurs stratégies data Smart City / Territoires intelligents

- Soutien aux projets numériques en faveur de la transition écologique et énergétique (Climate Data Hub)
- Expérimentation de réseaux de capteurs innovants (énergie, gestion de l'eau, suivi de la biodiversité, flux de transports...)

5 Organisation d'une réflexion partagée et projets autour de l'usage de la donnée (cadre éthique, propriété, tiers de confiance, acceptabilité...)

- Animation de communautés numériques autour des questions d'éthique et d'usage de la donnée,
- Accompagnement à l'émergence de tiers de confiance régionaux.

6 Création de réseaux à haute performance pour la recherche et l'éducation

- Connecter les acteurs de la recherche et de l'enseignement, échange de données à haute performance et sécurisé

QUI ? Bénéficiaires potentiels

- Collectivités territoriales et leur groupement,
- Groupements d'Intérêt Public,
- Associations,
- Entreprises (TPE/PME, ou ETI dans le cadre de projets collaboratifs impliquant des PME)
- Universités, et organismes de recherche (EPST, EPIC)
- Etablissements publics

OÙ ? Territoires cibles

Région Centre-Val de Loire

QUELLES CONDITIONS ? Critères de sélection des projets

Le FEDER soutiendra :

- Des projets, de nouveaux outils et des solutions numériques à caractère innovant, ou permettant de proposer une offre de service considérablement améliorée, à destination des PME, administrés, acteurs publics, des associations et acteurs de la recherche et de l'innovation y compris des établissements d'enseignement supérieur,
- Des équipements et infrastructures permettant l'exploitation et la valorisation des données,
- Les initiatives (tiers lieux, communautés, ...) favorisant l'innovation et les projets collaboratifs,
- L'ingénierie logicielle au service des acteurs publics.

Ne seront pas soutenus :

- Les coûts de déploiement des systèmes informatiques, ni des équipements de télétravail,
- Les actions de formations numériques.

QUELLES CONDITIONS ? Modalités de dépôt

Guichet (au fil de l'eau) ou Appel à projets

QUELLES CONDITIONS ? Conditions favorisantes

1.2 Plan national ou régional pour le haut débit

QUELLES CONDITIONS ? Principes horizontaux

Les opérations financées doivent être en cohérence avec les principes horizontaux suivants : égalité des chances, non-discrimination, égalité entre les hommes et les femmes, développement durable, accessibilité aux personnes en situation de handicap et Charte des droits fondamentaux de l'UE.

QUELLES CONDITIONS ? Respect des règles européennes

Régimes d'aides d'état notamment mobilisables :

- Règlement (UE) n° 2021/1237 de la Commission du 23 juillet 2021 modifiant le Règlement (UE) n° 651/2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Régime général d'exemption par catégorie (RGEC)) ;
- Règlement (UE) n° 1407/2013 de la commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
- Règlement UE n° 360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité de fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordés à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;
- Communication de la Commission relative à la notion d'« aide d'État » visée à l'article 107, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, C/2016/2946, OJ C 262, 19.7.2016, p. 1–50 .

Eligibilité des dépenses :

- Règlement (UE, Euratom) n°2018/1046 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, dit Omnibus ;
- Décret n°2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes cofinancés par les fonds européens structurels et d'investissement (FEDER, FSE +, FEADER, FEAMP) pour la période 2021-2027 ;









Commande publique :

- Code de la Commande Publique ;
- Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 relative aux marchés publics ;
- Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux marchés publics.

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Dépenses éligibles

- Dépenses d'investissement, d'équipement,
- Dépenses de personnel dédiés à l'opération,
- Dépenses de prestations externes,
- Coûts indirects (non pris en compte en dépenses directes) mise en œuvre via des options de coûts simplifiés
- Dépenses de communication de l'opération

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Options de coûts simplifiés

	Mobilisable sur l'action
Taux forfaitaires : obligatoire lorsque le coût total du projet est inférieur à 200 000 €	
Taux de 40% : forfaitise les coûts hors frais directs de personnel dans la limite de 40% des coûts directs de personnel	
Taux de 15% : forfaitise les coûts indirects dans la limite de 15% des coûts directs de personnel	
Taux de 20% : forfaitise les coûts de personnel directs dans la limite de 20% des coûts directs hors frais de personnel directs	
Taux de 7% : forfaitise les coûts indirects dans la limite de 7% des coûts directs	
Taux forfaitaire(s) applicable(s) dans d'autres politiques de l'UE pour des opérations similaires	
Montants forfaitaires	
Barème standard de coût unitaire	

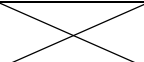
MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Taux d'aide applicables et seuils d'intervention FEDER

Taux maximum indicatif FEDER du coût total éligible (sous réserve de la réglementation en matière d'aide d'Etat)	60%	Régimes d'aides applicables : <ul style="list-style-type: none"> - Toute base juridique pertinente, notamment en recherche, développement et innovation (RDI). - Régime Général d'Exemption par Catégorie (RGEC) n°651/2014 du 17 juin 2014. - Règlement (UE) n° 360/2012 du 25 avril 2012 relatif aux aides de minimis SIEG (Services d'Intérêt Économique Général). - Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.
Montant de l'aide FEDER (minimum/maximum)		Minimum : 50 000 € par projet Maximum : 2 000 000 € par projet

MODALITÉS DE FINANCEMENT ? Autres cofinanceurs mobilisables (liste non exhaustive)

- Etat
- Région
- Autres collectivités territoriales







PERFORMANCE Indicateurs de réalisation et de résultat

Type	Numéro	Intitulé	Valeur 2024	Valeur 2029	Pièces justificatives
Réalisation	RCO14	Instituts publics bénéficiant d'un soutien pour l'élaboration de services, produits et processus numériques	2	5	Liste n° SIRET
Réalisation	SO01	Nombre de nouveaux services numériques expérimentés à travers les projets soutenus par le FEDER	4	8	Bilan d'exécution
Résultat	RCR11	Utilisateurs de services, produits et processus numériques publics, nouveaux et réaménagés		28 927	Attestation déclarative

PERFORMANCE Cibles financières à atteindre sur l'action

5 340 000 €

PERFORMANCE Instruments financiers applicables

	Mobilisable sur l'action
1 – Subvention non remboursable	
2 – Subvention remboursable	
3 – Soutien par le biais d'instruments financiers : capital risque et de fonds propres ou équivalent	
4 – Soutien par le biais d'instruments financiers : prêt ou équivalent	
5 – Soutien par le biais d'instruments financiers : garantie ou équivalent	
6 – Soutien par le biais d'instruments financiers : bonifications d'intérêt, contributions aux primes de garantie, soutien technique ou équivalent	

ADMINISTRATION Partie réservée à l'administration

Service instructeur : service PO FEDER-FSE – Direction Europe et International – Conseil régional Centre-Val de Loire

Services et organismes consultés pour avis :

- Direction de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et du Transfert de Technologies (DESRTT) – Conseil régional Centre-Val de Loire
- Direction de l'Economie (DE) – Conseil régional Centre-Val de Loire
- Délégation Régionale Académique à la Recherche et à l'Innovation (DRARI) – Etat
- Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS) - Etat

Organismes à consulter pour information : sans objet

ADMINISTRATION Catégories d'intervention

Domaine d'intervention	036 TIC: autres types d'infrastructures TIC (y compris les ressources/équipements informatiques à grande échelle, les centres de données, les capteurs et autres équipements sans fil)
Forme de financement	01 Subvention
Mécanisme d'application territorial et approche territoriale	33 Autres approches - Pas de ciblage géographique
Egalité entre les hommes et les femmes	03 Neutralité du point de vue de l'égalité entre les hommes et les femmes

CONTACT Service(s) en charge de l'instruction des dossiers

Contact : Conseil régional Centre-Val de Loire, Direction Europe et International, Service Programmation des Fonds européens FEDER FSE+

 : ext-europe@centrevaleloire.fr